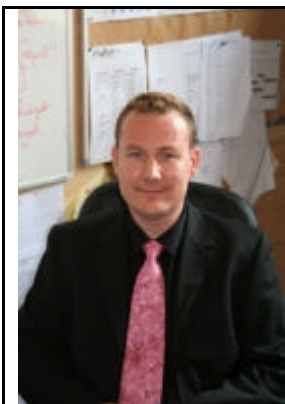


Dépêche n°**96482**

Paris, Jeudi 22 mai 2008, 12:05:14



Pascal Vivier, secrétaire national du Snetaa-EI L

**Cet accord n'est pas un blanc-seing à la politique du gouvernement prévient Pascal VIVIER.**

La négociation de la réforme du baccalauréat professionnel en trois ans touche à sa fin: demain vendredi 23 mai 2008 aura lieu une première vague de signatures du protocole élaboré conjointement par le ministère de l'Éducation nationale et six syndicats (Snetaa-EI L, Sgen-CFDT, SE-Unsa, Snalc-CSEN, SNPDEN-Unsa, I & D-Faen) depuis le 18 décembre 2007. Le Snetaa-EI L, le SNPDEN-Unsa et I & D-Faen parapheront le document (L'AEF n°[96350](#)), contrairement au Snalc-CSEN (L'AEF n°[95569](#)) et au SE-Unsa (L'AEF n°[96409](#)). Le Sgen-CFDT donnera sa réponse dans quelques jours. Pascal Vivier, secrétaire national du Snetaa-EI L, revient sur les six mois de négociation.

**L'AEF:** Le SE-Unsa a décidé hier de ne pas signer le protocole d'accord. Est-ce une surprise? Quelles en seront les conséquences?

**Pascal Vivier:** Oui, leur décision est une surprise, y compris pour le ministère je pense. Mais elle s'explique par le contexte politique général et les provocations récentes du président de la République! Même si je le regrette, je peux comprendre leur choix. Pour ce qui est des suites, cela change radicalement la configuration dans les discussions tant nationales qu'académiques qui se poursuivent puisque le SE-Unsa va logiquement quitter tous les groupes de travail.

**L'AEF:** Le Snetaa-EI L, lui, syndicat le plus représenté chez les professeurs de lycée professionnel (PLP), a décidé de signer. Est-ce une caution accordée au gouvernement en place, et ce à l'approche des élections professionnelles?

**Pascal Vivier:** Le Snetaa-EI L n'a jamais été le porteur d'eau d'aucun gouvernement. Ça n'a pas changé. Nous serions une caution si nous avions signé la réforme prévue en octobre dernier. Or nous avons fait l'inverse, nous avons bataillé contre cette note injuste du 29 octobre 2007 qui prévoyait une généralisation du bac pro 3 partout et la suppression des

BEP. C'était la mort de l'enseignement professionnel et du corps des PLP. Et c'est grâce aux mobilisations de la fin 2007 que le ministre a été contraint de discuter.

Aujourd'hui, nous n'avons pas à rougir de ce que nous allons signer: le développement des CAP - il y a déjà 5 000 places supplémentaires ouvertes en CAP dès 2008! -, le maintien du diplôme BEP, le maintien d'un parcours en 4 ans pour les élèves qui en ont besoin, des passerelles et des moyens pour les jeunes en difficultés, le renforcement des SEGPA, l'ouverture des découvertes professionnelles dès la classe de 5ème en collège, l'implantation de BTS en lycée professionnel et des avancées considérables pour les PLP - indemnité, formation, possibilité d'enseigner dans le supérieur. Vous parlez de caution? Je suis plutôt fier d'être dans une organisation qui porte un tel bilan!

Quant à ceux qui trépignent d'impatience à l'idée de dénoncer notre collusion avec un gouvernement de droite, je les laisse se caricaturer eux-mêmes. Il ne suffit pas d'être dans l'incantatoire, il faut se battre pour obtenir satisfaction à ses revendications.

**L'AEF:** Estimez-vous que la rénovation de la voie professionnelle est une réforme réussie par Xavier Darcos?

**Pascal Vivier:** L'accord qui est proposé par le ministre est un bon texte. Mais tout ne fait que commencer. Nous savons qu'il va falloir nous battre pour le faire appliquer partout. Certaines administrations rectorales, certains inspecteurs, voire certains recteurs n'ont pas l'intention de voir l'enseignement professionnel se développer et vivre. La question est donc de savoir maintenant si le ministre aura les moyens de faire appliquer cet accord. Nous attendons très vite des actes forts et en premier lieu des textes réglementaires, seuls à même de pouvoir nous assurer de la réussite de la réforme.

**L'AEF:** Pensez-vous être en mesure de convaincre les PLP sur le terrain du bien-fondé de ce texte alors qu'ils sont actuellement très remontés notamment à propos du service minimum d'accueil?

**Pascal Vivier:** Il y a de quoi être remonté! Et le Snetaa-EI L est de tous les combats: pour le maintien d'une fonction publique d'État, pour des retraites décentes, contre le SMA. Cet accord n'est pas un blanc-seing à la politique du gouvernement. Qu'on ne s'y trompe pas! Mais en pleine période de démantèlement des acquis sociaux, obtenir un avenir pour nos jeunes, obtenir des avancées catégorielles pour les PLP, c'est à noter. Et si les collègues voient concrètement des avancées, ils sauront qu'ils se le doivent.

**L'AEF:** Pensez-vous qu'aucun élève ne pâtira de cette réforme, laissé sur le bord de la route ou forcé d'aller vers l'apprentissage?

**Pascal Vivier:** Je crois au contraire que c'est une chance pour tous les élèves. Il y a un engagement: plus aucune sortie du système scolaire sans un diplôme et augmenter le

niveau de qualification pour tous. Chaque année, 160 000 jeunes qui sortent sans aucun diplôme, cela fait plus d'1,5 million de jeunes entre 16 et 26 ans qui, en 10 ans, sont sans diplôme. Il est temps d'arrêter ce carnage. Quant à l'apprentissage, le Snetaa-EIL s'y est toujours opposé sans ambiguïté. Nous ne pouvons que nous satisfaire de constater dans l'AEF que le ministère n'a pas l'intention de se séparer de ces jeunes (L'AEF n°[95928](#)).

**L'AEF:** Avez-vous des regrets?

**Pascal Vivier:** Plusieurs! Mais je regrette avant tout que le "plan banlieues" piloté par Fadela Amara ne se saisisse de l'opportunité de cette réforme de la voie professionnelle. Pour les jeunes déjà sortis du système scolaire et qui sont sans aucune qualification, le lycée professionnel devrait être l'outil central pour donner une chance, un diplôme. Je ne crois pas malheureusement que le gouvernement ait voulu véritablement relever le défi de faire aimer l'École à ceux qui l'ont quittée et qui ne l'aiment plus, en leur offrant la possibilité d'obtenir une formation diplômante.